



HAL
open science

**Cigéo, artefact d'une géographie de la domination,
révélateur d'une Géographie académique dominée ?
Contextualisation, enjeux démocratiques et perspectives
scientifiques**

Pierre Ginet

► **To cite this version:**

Pierre Ginet. Cigéo, artefact d'une géographie de la domination, révélateur d'une Géographie académique dominée ? Contextualisation, enjeux démocratiques et perspectives scientifiques. L'opposition citoyenne au projet Cigéo Cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux., L'Harmattan, pp.169-181, 2017, 978-2-343-11881-9. hal-01592406

HAL Id: hal-01592406

<https://hal.science/hal-01592406>

Submitted on 6 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'opposition citoyenne au projet Cigéo

**Cadrage géographique et enjeux
géopolitiques locaux et globaux**

Sous la direction du Prof. Pierre Ginet,
Géographe

L'Harmattan

CHAPITRE CONCLUSIF

Cigéo, artefact d'une géographie de la domination, révélateur d'une Géographie académique dominée ?

Contextualisation, enjeux démocratiques et perspectives scientifiques.

Pierre Ginet

Géographe, Professeur des universités

Université de Lorraine - Laboratoire LOTERR

Président de la Commission de Géographie appliquée du CNFG (2013-2016)

Coordinateur scientifique de l'ouvrage

Introduction

Le projet Cigéo d'entreposage de déchets radioactifs en Meuse et Haute-Marne constitue un terrain d'étude particulièrement riche sur le plan de la géopolitique de l'aménagement. Le « conflit d'aménagement » (Ginet, 2007 ; Subra, 2014) qui se déroule depuis plus d'un quart de siècle dans cet espace aux marges de deux Départements ruraux, mobilise des acteurs et des argumentaires que tout éloigne. La mobilisation de collectifs citoyens s'est construite autour d'enjeux qui dépassent l'expression d'une démarche Nimby (Not In My BackYard) et mettent en lumière des logiques politiques à l'œuvre de l'échelon local à l'échelon global. Cette mobilisation citoyenne fait face à un appareil d'État, avec à sa tête l'Andra (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) pour principal interlocuteur. La création du laboratoire souterrain de Bure suite au vote des membres du Conseil général de la Meuse et de la Haute-Marne en 1993 a véritablement fondé la construction de cette opposition, organisée autour de la conviction de la dangerosité extrême du projet, et du caractère non démocratique de son déploiement. Les collectifs opposés au

projet font depuis entendre leur voix par le biais de manifestations, de sites Internet et d'opérations diverses, financées par les moyens qui sont les leurs, c'est-à-dire incomparablement moins importants que ceux de l'appareil d'État promoteur de ce grand projet d'aménagement.

Ce même État n'a de cesse depuis des décennies d'encourager la participation des habitants, la citoyenneté, les démarches bottom up. Il s'emploie à convaincre chacun-e à remplir son devoir civique, selon l'expression consacrée. Il affiche par ailleurs son souci du développement durable, depuis la participation de la France au Sommet de la Terre en 1992 jusqu'à la Loi Grenelle 2 de 2010, et s'enquière de la mise en œuvre du principe de précaution... On peut s'étonner, devant tant de bonne volonté affichée, qu'il ne se félicite pas de la mobilisation et de la vigilance citoyenne qui s'expriment en Meuse et en Haute-Marne depuis des années, et n'en fasse pas, au moins, un modèle de participation démocratique soucieuse d'un aménagement et d'un développement territorial durables et responsables. Au contraire il adresse systématiquement à ces mouvements les forces de l'ordre, lors de ses

manifestations, aussi pacifiques soient-elles. L'État ne serait-il pas sincère ? Serait-il débordé par ce bouillonnement démocratique porté par des citoyens de plus en plus nombreux et de mieux en mieux formés, capables d'élaborer des hypothèses et des constructions intellectuelles argumentées ? Serait-il inquiet de constater l'éclosion d'une démocratie novatrice, « liquide » (Bauman, 2000), d'une « politique des termites » (Harvey, 2012) structurée par des citoyens-experts avant tout demandeurs de *crowdsourcing*, d'un « open access » (Ginet et al., 2014) aux informations et aux outils dont les institutions publiques ne semblent pas souhaiter faciliter la diffusion ? Ce mouvement de fond, justement parce qu'il éclaire l'obsolescence de l'appareil institutionnel, ne susciterait-il pas chez ce dernier, en retour, fébrilité et besoin de coercition, pour prolonger coûte que coûte sa survie et les privilèges de classe de ses affidés ?

Notre hypothèse, en répondant par l'affirmative à ces questions, consiste à postuler que l'appareil d'État nucléaire n'est qu'une expression parmi d'autres d'un système global, le système de Davos, qui déploie sa vision idéologique néolibérale et son action territorialisante au travers d'artefacts multiples, dont le projet d'« aménagement » et de « développement » Cigéo à Bure constitue un exemple. Ainsi contextualisé, le combat mené à Bure ressort comme un terrain de confrontation parmi d'autres, bien que significatif, opposant collectifs citoyens à une idéologie et à un appareil policito-économique archaïques, réactionnaires et surtout non-durables sur les plans sociétal, économique et environnemental. Ce changement d'échelon géographique est nécessaire pour comprendre la logique profonde du conflit d'aménagement observable à Bure. Autrement, celui-ci semble à tort relever d'intérêts uniquement locaux et apparaît finalement

contre-productif au regard des perspectives économiques annoncées par les élus locaux et par la « pravda » véhiculée par certains articles de quotidiens régionaux.

Notre réflexion porte également sur le rôle que jouent et devraient pouvoir jouer les scientifiques, de plus en plus intégrés à la logique totalisante du système de Davos. Elle est motivée par notre souci d'une science en conscience, et celui du rôle souhaitable de notre discipline, la Géographie, et plus généralement de l'Université, à former, certes, des techniciens, mais également des citoyens, capables d'analyser et de comprendre les dynamiques géopolitiques à l'œuvre et de peser le cas échéant sur elles et sur le cadre décisionnel qui les a formulées.

Cette réflexion, conduite de juin 2014 à décembre 2016, nous conduit enfin à constater le développement, par des collectifs citoyens, à la place d'appareils institutionnels défailants ou déviants, de questionnements et de réflexions dont la solidité scientifique se renforce, et dont le propos doit être replacé dans la sphère de la justice sociale et de la morale politique. Ce mouvement de fond, dont la portée est minimisée par le système, pose en réalité la question de la manière dont l'institution scientifique et les collectifs gagneraient à se rapprocher et à fonder les éléments structurants d'une démocratie directe fondée sur la construction partagée d'un monde dont la durabilité ne soit pas qu'un mot creux.

1. Cigéo, un des artefacts du système de Davos

1.1. Le système de Davos, dispositif géopolitique d'une géographie mondiale de l'emprise

La mondialisation, dans sa phase actuelle, est la traduction géographique d'une doctrine, le « mondialisme » (Hillard,

2013), à laquelle le « système-monde » (Dollfus, 1984) de Davos chercherait à donner forme dans le réel. La notion de « culture (ou de) monde de Davos » (Huntington, 1996), d'« oligarchie libérale » (Castoriadis, 1996), d'« empire » (Soral, 2011) ou de « capitalisme mondialisé » (Harvey, 2005, éd. originelle), que nous englobons ici dans celle de « système-monde de Davos » (Ginet, 2016b), ou plus simplement de système, mettent toutes en lumière l'idée de l'existence d'une élite financière, médiatique, intellectuelle et politique, aux contours flous, aux commandes du système occidental-centré d'aujourd'hui. La posture géopolitique de celle-ci tendrait à organiser le monde comme un centre de profit, en lui subordonnant la superstructure politico-administrative de la planète (États, Régions, métropoles Maptam, réseaux de villes, etc.) pour optimiser la concentration capitaliste au profit de sa classe dirigeante, selon une logique de « management » (Le Texier, 2016) économique, technologique et social. Les peuples sciemment infantilisés, mélangés et divisés seraient appelés au consumérisme de masse, et à oublier dans le « divertissement » (Moschell, 2010) toute réflexion politique qui ne se borne pas au suivisme et à la participation à la bonne marche du système. Ce sont les modalités géopolitiques et l'inscription géographique à toutes les échelles et la cospatialité (l'intrication fonctionnelle des logiques d'acteurs du système, de l'échelon global à l'échelon local) de cette « domination » (Harvey, 2005) que nous analysons, en interrogeant, au-delà de l'analyse factuelle du cas Cigéo, leurs dimensions aporétique et antidémocratique permise par une maîtrise inégalée des mots et par leur manipulation.

Un village devenu capitale du monde

Chaque année, Davos accueille le Forum économique mondial ou WEF (World

Economic Forum). Le WEF, « organisation à but non lucratif » (!) créé en 1971 et dirigé par l'économiste Suisse K. Schwab, invite les représentants des multinationales, des médias et du monde politique qui comptent pour lui. Ces personnes traitent de sujets dans la perspective de facto d'une gouvernance mondiale au diapason du capitalisme financier. A ses débuts, le Wef, en fait l'Emf (European Management Forum) à l'époque, s'emploie à promouvoir le modèle économique américain en Europe, en s'appuyant sur la Commission européenne, les syndicats patronaux et les leaders politiques des États-membres. Cette articulation sur l'environnement global appréhendé comme un système d'acteurs au service du grand capital, à des fins d'influence sur celui-ci, constitue le point fort de la démarche EMF-WEF. Elle explique sa capacité à s'imposer comme « dispositif géopolitique » (Rosière, 2007) hégémonique : Si la compréhension psychosociologique des corps sociaux est nécessaire à leur instrumentalisation par le système, un secteur politique idéologiquement acquis et matériellement intéressé aux idées de l'ultralibéralisme est la clef de l'extension de l'influence de celui-ci.

Une méthode d'action

Les méthodes d'actions du WEF suivent des maîtres-mots (le vocabulaire du système est mis entre guillemets) :

- La « performance » : Les « Young global leaders » ou les « Technology Pioneers » récompensent des entreprises « innovantes » dans des secteurs hautement capitalistiques : Internet, pharmacie, médecine, chimie, agro-alimentaire, etc.

- L'« innovation » : Elle est la clef de la croissance infinie mais chimérique recherchée. Cette notion remplace celle de progrès et doit être stimulée grâce aux travaux d'ingénierie effectués au sein d'institutions scientifiques « labellisées ».

- L'« excellence » : Chaque innovation est présentée comme un bienfait : l'ouvrier est certes chassé de l'usine par un robot, mais cela le protégerait d'un emploi pénible ou dangereux ! L'illusion d'un transfert d'emploi et même d'une promotion est entretenue : Cet ouvrier travaillera dans les « high-tech » au sein d'un « business-parc » de son « euro-métropole » ou de son « eurorégion ».

- Le « développement » : Les ressources de la planète doivent être « valorisées » jusqu'à la dernière goutte (de pétrole, de sueur...) et jusqu'au dernier fragment (de combustible nucléaire, d'intelligence...).

- Les « valeurs » : Le monde du capitalisme financier doit être envisagé comme le plus « démocratique » et surtout comme le seul possible. Des dispositions cosmétiques et incantatoires - « développement durable », « participation des habitants », « citoyenneté », « politique de la ville »,... - compensent verbalement ses effets dévastateurs.

- L'influence : Cette notion englobe les méthodes permettant au système d'optimiser son jeu politique en parasitant le secteur politique traditionnel (partis, système électoral, institutions publiques, etc.) dont elle se sert comme paravent « démocratique » et interface avec les sociétés qu'elle phagocyte. Le lobbying, le pantouflage, le copinage, les renvois d'ascenseurs et une démocratie électorale sous contrôle permettent ce fonctionnement.

- La « liberté » : Le système politique réduit les entraves qui pèsent sur les entreprises, de plus en plus grandes et de plus en plus libres : acquis sociaux « scandaleux » des salariés, protection sociale « d'un autre temps », fonction publique et ses prétendus « privilégiés inutiles et paresseux », enseignants « d'ultra-gauche » avec leur « six mois de vacances par an », la fiscalité « inique » de l'entreprise, sont frappés d'anathème.

- La « communication » : « Par l'information qu'ils diffusent, taisent et hiérarchisent, par effet de loupe ou de dépréciation, les médias du système façonnent l'opinion et le comportement des consommateurs-électeurs. » (Ginet, 2016a)

1.2. Le quadrillage idéologique et géographique du système-monde de Davos

La dérive totalitaire cospatiale du système-monde de Davos

Si le despotisme est l'exercice du pouvoir par une minorité grâce à la force, le totalitarisme lui, est l'intériorisation par chaque individu d'une norme coercitive au service de ce même pouvoir (Arendt, 1951). La diffusion spatiale de l'American way of life a ainsi conduit l'Europe à prendre la forme du projet politique que nous connaissons, articulé au système-monde de Davos. Ce modèle civilisationnel est souvent admis comme allant de soi. Sa contestation existe certes, mais ne porte, si l'on excepte le « terrorisme » (Ginet, 2016a), que sur ses modalités techniques d'applicabilité. Le regard géopolitique ne doit jamais conduire à la remise en cause du système. Tous ses composants (firmes multinationales, institutions européennes, grands médias, une part des institutions éducatives et du monde de la recherche...) contribuent à sa mise en cohérence et au contrôle total, (en rhizome, en métastases, par diffusion et percolation à toutes les échelles et dans tous les milieux) - *in fine* totalitaire -, des sociétés et des territoires. Le « totalitarisme démocratique » (Tocqueville, 1835) prévu par Tocqueville en 1835 est déjà là. Dans notre démocratie, « Les élections sont des parodies qui se servent de grands mots - Démocratie, Peuple, Nation, République, Souveraineté -, mais qui cachent mal le cynisme des gouvernants : il s'agit pour eux d'installer et de maintenir en place une tyrannie soft qui produit

un homme unidimensionnel - le consommateur abruti et aliéné - comme jamais aucune dictature n'a réussi à en produire» (Onfray, 2015). Une logique également bien illustrée par le fonctionnement des Commissions du Débat Public comme le montre le projet Cigéo. Le système, verrouillé, peut se consolider et se reproduire à l'infini. Le contrôle des masses se renforce d'autant plus que l'injustice et l'absurdité de ce système sautent aux yeux. Il se manifeste lors de manifestations contre les Gpi (« Grands projets Inutiles » selon une des expressions utilisées par des collectifs citoyens). Ces derniers sont dénoncés non plus seulement car ils affectent des équilibres biologiques ou humains locaux (les fameux hamster et papillon à protéger, ou les logiques Nimby sont l'image dépassée donnée à ces combats), mais parce qu'ils traduisent la logique géopolitique et géostratégique d'ensemble - autrement dit cospatiale - d'un système délétère, visible lors de l'analyse géographique de plusieurs GPI d'un seul tenant. Le recours aux forces de l'ordre demeure une réponse classique adressée aux collectifs citoyens. Une autre arme, plus récente est constituée par la lutte contre le « terrorisme » (Ginet, 2016a), qui permet le confinement à domicile de sujets jugés trop agitateurs et fait office de moyen de diversion de l'attention fort efficace : quel est en effet l'impact auprès de l'opinion des risques liés à venir de Cigéo face aux massacres récurrents perpétrés aujourd'hui dans le monde et en France ?

Un système qui accentue les problèmes qu'il prétend combattre

Si le système-monde de Davos, né de Bretton Woods, a beaucoup apporté à l'humanité (progrès de la médecine, libération de l'individu, etc.), l'exacerbation de sa dérive perverse est à l'origine des dérèglements planétaires les plus considérables de l'histoire de l'humanité : dés-

équilibres des systèmes naturels, épuisement des ressources naturelles, exploitation de populations, confiscation du discours et du pouvoir politique, injustice sociale, pollution nucléaire, etc. Le bilan tourne depuis visiblement à son désavantage. Or le Wef, dont les acteurs contribuent directement à ces dysfonctionnements, prétend pouvoir y remédier ! Le discours de Bill Gates sur le « creative capitalism » (Kinsley, 2009) ou la « déclaration de Davos » de 1988 (Rothkopf, 2008) vont dans ce sens. La « Schwab Foundation for Social Entrepreneurship » doit « rendre l'entreprise plus sociale », la « Global Education Initiative » positionne les entreprises comme acteurs de l'éducation, la « water initiative » les engage sur les changements climatiques et l'eau, ou la « Partnering Against Corruption Initiative » sur la lutte contre l'influence des mafias... Somme toute, le Wef se donne pour mission de soigner le monde ! Raison de plus pour que la classe politique trouve dans de telles initiatives le parfait alibi pour subordonner ses propres actions aux orientations d'une idéologie aussi vertueuse.

Les objets géographiques du système-monde de Davos

Chaque civilisation s'inscrit dans l'espace au travers d'objets géographiques qui lui sont spécifiques. Le système de Davos façonne lui aussi l'espace d'une manière particulière. « Tout conduit à penser que les politiques d'équipement collectif du fascisme et du stalinisme auront constitué une sorte de banc d'essai pour les puissances occidentales, lors de leur reconstruction après la Seconde Guerre Mondiale » affirme F. Guattari, qui poursuit : « il serait nécessaire de recenser ce qu'ont été les institutions, les systèmes corporatifs, les équipements de toutes sortes qui ont ainsi été « transmis » du fascisme (...) aux régimes démocra-

tiques» (Guattari, 2011). Or parmi les productions territoriales révélatrices autant que contributrices du fonctionnement du système de Davos, figurent aujourd'hui les métropoles, portées par la vague de « métropolisation » (Gachelin, 1992) revendiquée par les édiles des villes les plus grandes comme des plus petites ; les aéroports internationaux (Soldatos, 1991) dont chaque territoire souhaite se doter (à l'instar de Nantes aujourd'hui) ; les eurorégions, instruments européens de dissolution des frontières étatiques, les régions, réformées en France en 2015 ; l'« archipel mégapolitain mondial » (Dollfus, 1984), toile d'araignée du véritable citoyen du monde, « l'homme de Davos » (Ginet, 2016b) ; l'« ingénierie de projet territoriale » ; la politique de la ville, visant à conforter la construction de ce système-monde en affichant une volonté d'y intégrer les populations de plus en plus nombreuses qui en sont exclues ; le développement durable et ses écoquartiers qui permettent l'embourgeoisement de quartiers ; etc. Une géographie de « l'empire » (Soral, 2011) et de l'emprise. Le projet de poubelle nucléaire en Meuse (Ginet, 2015) constitue une pièce parmi d'autres de cette géographie coloniale du système de Davos qui se déploie sur le mode de « micro-fascismes » (Guattari, 2011) diffus et imbriqués.

Cigéo, sous-produit d'une métropolisation, elle-même sous-produit de l'idéologie de Davos

Les confins de la Meuse et de la Haute-Marne ont été identifiés comme pertinents pour l'accueil du centre d'enfouissement des déchets nucléaires ultimes : « Affaibli par un enclavement persistant puis une conjoncture économique défavorable, cet espace de marge est un espace de relégation, victime d'une métropolisation dont il ne recueille que les externalités négatives » (Ginet, 2007). Notre première analyse du conflit d'amé-

nagement qui s'y déroule nous avait amené à titrer : « Le laboratoire nucléaire de Bure : des retombées financières, un avenir en suspens » (Ginet, 2007), à souligner le rôle équivoque de l'Andra, entre « propagande, corruption, division » (Ginet, 2007), et à indiquer que l'implantation pressentie de ce site sur un territoire à cheval sur deux Départements, limiterait d'autant plus la capacité de mobilisation conjointe des opposants et correspondrait aussi à la valorisation par l'institution publique d'une logique de division. Le double jeu des collectivités locales était évoqué : « L'implantation d'un laboratoire a pu apparaître comme un facteur de développement, les subventions attribuées faisant figure de manne providentielle et entretenant chez certains élus locaux l'illusion d'être devenus de grands bâtisseurs, tout en leur offrant le prestige de figurer parmi ceux qui comptent... ou se croient tels » (Ginet, 2007), de même que le rôle de la presse régionale, jouant souvent le rôle de porte-voix du système.

2. Les scientifiques, valets du système ?

2.1. Déshumaniser les humanités et les borner au rôle d'ingénierie du système ?

La « Charte de déontologie des métiers de la recherche » (CPU et al., 2015) et la « Charte européenne du chercheur » (Commission européenne, 2005), précisent que le travail du chercheur consiste à « fournir des avancées décisives des savoirs, de les diffuser, de les transférer et de concourir à la mise en œuvre d'une expertise qualifiée », - ce qu'il fait depuis toujours ! -, mais surtout, « notamment en appui des politiques publiques » : Autrement dit le chercheur est depuis lors censé relayer un appareil politique considéré une fois pour toute comme légitime

et, par conséquent, n'est plus supposé en critiquer les parti-pris et les choix. Dans le champ de la Géographie, ce verrouillage constitue l'arrêt de mort d'une géopolitique qui ne soit pas une « science » purement ratzélienne, au service du système de Davos. La Commission avait d'ailleurs estimé nécessaire, dès janvier 2000, « de créer l'Espace européen de la recherche comme axe central des actions futures de la Communauté dans ce domaine » (Commission, 2005). Cette intégration ouvrait à une mise sous tutelle du monde de la recherche. Depuis, les chercheurs, invités d'un côté à plus de liberté, de sérendipité, de pluri-, de trans- ou d'inter-disciplinarité, doivent, dans le même temps « adhérer aux pratiques éthiques reconnues et aux principes éthiques fondamentaux de mise dans leur(s) discipline(s), ainsi qu'aux normes éthiques étayées par les différents codes d'éthique nationaux, sectoriels ou institutionnels » (Commission, 2005)... Le discours est sibyllin mais le rappel à l'ordre par ceux qui entendent fixer l'éthique et dire le dogme est clair. Surtout lorsque des « nostalgiques », « complotistes », « déli-rants », « conspirationnistes » ou d'autres catégories utiles pour y englober les intellectuels critiques à l'égard du système, s'interrogent sur l'apparement de ces gardiens du temple à ce même système et sur leur représentativité réelle. La privatisation du monde de la recherche et la dé-fonctionnarisation des enseignants-chercheurs, déjà pratiquement privés de crédits d'État qui permettaient de financer des recherches indépendantes, mettrait définitivement fin à toute recherche libre au sein des universités. La domestication de l'intelligence et de la liberté de pensée par le système de Davos serait totale.

L'URSS conduisait ses dissidents au goulag afin de leur permettre de faire leur « auto-critique ». Cette sombre époque appartient au passé, car désormais, « les

sociétés libérales ont réussi à convaincre l'individu que la liberté se trouvait dans l'obéissance aux règles des hiérarchies du moment et dans l'institutionnalisation des règles qu'il faut observer pour s'élever dans ces hiérarchies » (Laborit, 1976). Ainsi, le géographe doit aujourd'hui soumettre ses travaux à l'évaluation de ses pairs. Une excellente chose au demeurant. Du moins si son évaluation demeure exclusivement scientifique et n'a pas vocation à vérifier sa loyauté implicite au système. Comment aujourd'hui, le géographe spécialiste de géopolitique ne serait-il pas déjà accusé d'un suspect mélange des genres, lorsqu'il élabore des hypothèses contraires à la doxa ambiante ? Autrement dit, peut-on par exemple encore publier dans des revues « référencées » des articles développant des argumentaires susceptibles de remettre en question des institutions ou des grands projets diligentés par le système ? Une question que nous nous sommes posée lors du choix consistant à soumettre les articles rassemblés dans cet ouvrage à l'évaluation d'une revue « référencée », ou à les publier sous la forme du présent livre pour éviter le risque d'un refus toujours possible, invoqué « pour des raisons scientifiques »...

En 1996, le rapport *Meuse 2015. Construire ensemble la Meuse de demain*, document pourtant élaboré et paru après l'adoption de la Loi Bataille en 1991 et le vote clef du Conseil Général de la Meuse en 1993, n'évoque pas une seule fois Bure ni la question du nucléaire dans ses quatorze pages... Ce dossier stratégique claironne pourtant : « Retenons ce qui fait l'originalité de ce projet une ambition, 7 commissions correspondant à 7 thèmes couvrant la totalité des problématiques meusiennes, une commission de coordination, mais surtout la possibilité d'écouter toutes les idées, toutes les suggestions de tous les acteurs engagés à un titre ou un autre » (Cap Meuse 2015,

1996). C. Rolland-May, géographe messine spécialiste d'analyse spatiale et maillon décisif de l'élaboration de ce rapport, aurait-elle été flouée... ou n'aurait-elle pas vu, ou pas voulu voir, cette question qui rassemblait pourtant déjà, dans une contestation en cours de consolidation, des centaines de meusien-ne-s qui eux, en avait bien soupçonné la portée nocive ?

Force est de constater que la recherche en Géographie s'oriente de plus en plus vers l'« ingénierie de projet ». Une perspective qui, si on la poursuit, transformera cette science des faits sociaux appréhendés spatialement, en succursale des sciences de gestion et des prétendues « sciences » économiques, dans la mesure où « la rationalité managériale est devenue le sens commun de nos sociétés et le visage moderne du pouvoir : le gouvernement des individus est toujours davantage une tâche d'optimisation, d'organisation, de rationalisation et de contrôle » (Le Texier, 2016). Cette évolution présenterait l'avantage pour le système de borner cette science (de moins en moins) humaine à une collection de savoirs techniques et d'évacuer sa dimension géopolitique subversive. Cette Géographie utilitariste (Cf. les bourses Cifre qui concernent les humanités depuis 2007) trouverait, de plus, facilement des applications et des financements auprès des acteurs du système. Et pour un chercheur, y prendre part reviendrait à faciliter son ascension professionnelle et asseoir la notoriété à laquelle il aspire souvent, si l'on en croit un géographe : « Rien n'impressionne plus les scientifiques que le spectacle de leur nom étalé sur les cinq colonnes d'un quotidien à gros tirage... » (Tesson, 2004). Par ailleurs si les grands organismes du système-monde de Davos disposent de crédits considérables au travers des « appels à projets » (cf. le programme Horizon 2020 de l'UE ou les financements de l'Andra), leur complexité

est telle que les grosses équipes seraient favorisées pour décrocher les contrats. Ce qui justifierait en retour le regroupement des plus petites ou l'orientation des charges professionnelles des enseignants-chercheurs qui ne produisent pas les « publications référencées » (Hceres) de leurs laboratoires, à occuper davantage de charges pédagogiques et administratives, et par conséquent à faire moins de recherche. Une spirale infernale qui tendrait à concentrer la recherche d'« excellence » (celle au service du système) dans les mains d'une pseudo-élite scientifique, les autres équipes et chercheurs isolés devant survivre dans les mines de sel de la pédagogie sociale, et de tâches autrefois dévolues aux secrétariats. La Géographie et la géopolitique étoufferaient. Mais n'est-ce pas le but ?

2.2. Quelle place pour les intellectuels, les scientifiques, les géographes dans le système de Davos ?

L'intellectuel est celui qui construit une réflexion distanciée, cohérente et originale sur le monde, en contextualisant les gestes et les pensées qu'il produit dans l'exercice d'une activité professionnelle dont il sait qu'elle participe pourtant à l'homéostasie d'un système socio-politique qui doit dès lors, selon lui, être critiqué, amendé voire recomposé. Ce constat explique sa posture spécifique d'observation participante puis de réaction, ponctuelle ou durable, sous la forme d'un discours mêlant réflexion scientifique et besoin d'engagement, en vertu du principe rabelaisien selon lequel « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Par conséquent, l'intellectuel s'emploie à construire un discours critique à l'égard du système quand bien même ce dernier lui a fourni les conditions matérielles lui permettant de le façonner... Serait-il schizophrène ou déloyal ? Au premier abord, tout le laisse

penser puisque tout en assumant sa position d'homme de paille du système, il s'emploie dans le même temps à en déconstruire les principes et le fonctionnement, qu'il interprète comme des erreurs et des dysfonctionnements ! Mais a-t-il le choix ? En réalité, il est la vigie du ou plutôt des systèmes, engagé contre les risques et les dérives sociétales, économiques et environnementales que leur fonctionnement finissent toujours par engendrer. Il en est un élément indigeste mais nécessaire, au service du bien commun, du bien, sans doute, tout simplement.

L'intellectuel est donc infiniment plus qu'un technicien, un chercheur, ou un scientifique œuvrant de façon strictement encadrée au service d'objectifs « professionnels » c'est-à-dire de missions exclusivement techniques respectant un cahier des charges précis fixé par un commanditaire : cette tâche est celle d'un bureau d'études. Il peut d'ailleurs être autre chose qu'un scientifique : un lettré, un érudit jamais confronté au monde de l'académie, un artiste et, plus généralement, toute personne suffisamment éclairée et rigoureuse pour avoir développé une intelligence globale et forcément critique sur le monde dans lequel elle vit. Sa rareté explique largement l'inertie des systèmes socio-politiques. On notera que le scientifique lui-même est, contrairement aux idées reçues, de moins en moins un intellectuel, car trop exclusivement attaché à valoriser le champ de recherche étroit dans lequel il cherche à exceller, avec l'aide des œillères qu'il assume souvent devoir porter en raison de l'extrême spécialisation du savoir ; Des œillères qui lui interdisent commodément de porter ce regard distancié sur son rôle sociétal et in fine sur sa contribution, - insupportable ? -, à une dynamique toxique. Lâcheté ? Naïveté ? Résignation ? Aveuglement ? Compromission ? Adhésion

sincère ? « Trahison » ? (Benda, 1927)... Il faudrait l'analyser, si tant est qu'une telle recherche soit encore possible. Dans tous les cas, l'incessante activité de cet électron libre ou de ce paria qu'est l'intellectuel est faite de clairvoyance, de capacité de contextualisation et de distanciation, d'engagement voire de résistance. Même focalisée sur un contexte précis, elle appréhende toujours in fine le monde dans sa totalité, et remet en cause les logiques aporétiques de la superstructure idéologique et de l'infrastructure institutionnelle et territoriale (équipements, aménagements, mode d'aménagement du territoire) que les systèmes socio-politiques tendent - invariablement - à produire (Arendt, 1951), à l'instar du système de Davos aujourd'hui.

Certes les prétendus intellectuels, du moins présentés comme tel par le système, disposent d'un accès à la parole au sein des médias et institutions. Acquis à sa cause, ils ne sont que les doctrinaires du système. Le rôle de ces histrions équilibristes consiste à fournir une critique politiquement correcte c'est-à-dire ne remettant en cause ni l'architecture institutionnelle du système, ni les prébendes de ses obligés. Ils jouent le rôle de légitimateurs et de soupapes de sécurité, libérant une parole-défouloir fort intelligemment contrôlée. En aucun cas ils ne sont les ferments d'une quelconque reconstruction démocratique.

Le géographe est quant à lui bel et bien un scientifique, mais trop rarement un intellectuel. D'ailleurs, force est de constater que, d'un point de vue historique, malgré son positionnement à l'interface des sciences naturelles, des sciences sociales et de la science politique, il a toujours excellé dans le rôle de conseiller ou d'âme damnée du prince, que ce dernier fut un prétendu démocrate, un absolutiste ou un fou. Et c'est bien le problème en nos temps de resserrement

du système de Davos sur nos vies et nos libertés. L'idée d'une Géographie institutionnelle et, plus généralement, d'humanité (Géographie, sociologie, histoire, anthropologie, etc.) réellement indépendantes et soucieuses non pas seulement de soigner le monde voire de réparer l'homme (posture qui revient essentiellement à le maintenir en l'état) mais à porter la réflexion sur la construction d'un autre monde, se pose cruellement. L'intellectuel est par conséquent sans doute félon au regard du référentiel constitué par le système de Davos et ses institutions (UE, États européens, Andra, etc.). Mais, si l'on change de référentiel, les véritables parjures à la cause humaine ne sont-ils pas alors ceux qui bornent volontairement leur activité intellectuelle à la seule perpétuation ou à la réforme marginale d'un système devenu toxique et « suicidaire » (Ginet, 2016b) ? Une posture intenable.

3. Le citoyen-expert et le renouveau de la Géographie

3.1. L'émergence du citoyen-expert face aux enjeux socio-territoriaux : un géographe qui s'ignore

Hormis l'image répandue réduisant le géographe au singe savant capable de réciter par cœur et de cartographier des listes de préfectures, de sources de fleuves et de capitales du monde, celui-ci est, plus sérieusement, un enseignant (le « prof d'Histoire-Géo » de la télévision) ou, plus rarement, un enseignant-chercheur voire un chercheur exclusif relevant d'un organisme de recherche (Cnrs, Ird, Inrets, etc.). Il exerce aussi très souvent, après une formation au sein d'un Département de Géographie, un métier tel que géomaticien, urbaniste, agent de développement, etc. Le géographe de l'académie tend à voir ses compétences

segmentées par thématique, méthodologie, type d'espace, etc. Une spécialisation souvent présentée comme inéluctable, mais qui contredit la caractéristique sine qua non de la Géographie, d'être avant tout une science de synthèse. Le sociologue qui traite du « fait social total » (Mauss, 1924), fait aujourd'hui davantage œuvre de géographe que le géographe lui-même ! Le travail du chercheur-géographe est par ailleurs de plus en plus adossé aux structures publiques et privées qui le financent. Les crédits alloués par l'État aux universités, offrant au chercheur la possibilité de mener une recherche libre, sont maintenant réduits à la portion congrue et proportionnés à des contrats spécifiques. Il doit enfin franchir le crible d'un contrôle avant publication qui, a priori, porte exclusivement sur la qualité scientifique de son travail mais, comme nous l'avons souligné, ne peut pas exclure de porter également sur des critères d'obédience idéologique au système.

En réponse à l'impossibilité croissante qu'a majoritairement le géographe d'appréhender le monde dans sa globalité, à sa subordination financière à des intérêts liés au système, à son contrôle accru par ce dernier, une autre Géographie, capable d'une ample respiration, de créativité, de liberté de pensée voit le jour. De plus en plus souvent, la Géographie incarnée dans les démarches et par les questionnements des collectifs citoyens apparaît comme la pratique d'un large public, en rupture avec la sclérose de l'académisme et le style pompier imposé par un courant normalisateur et une forme diffuse de police de la pensée. Comme nous le signalions déjà en 2007 à propos de Bure, cette mobilisation traduit « la capacité d'un tissu local à se mobiliser de façon citoyenne face à un conflit d'intérêt strictement local ou, au travers de la cause particulière qui est soulevée, à se réunir autour d'un combat d'opinion à

portée plus large. Force est de constater que ces combats démocratiques sont devenus plus fréquents en raison de l'arrivée dans le monde rural de populations plus réactives, mieux informées et plus méfiantes à l'égard des autorités » (Ginet, 2007). Désormais, la massification de l'accès à l'information grâce à Internet, l'accès gratuit et ergonomique aux logiciels de traitement de l'information géographique mettent à la portée de chacun-e un savoir jusqu'alors réservé aux initiés. La tentation de manipuler et d'interroger ces données se développe parmi les citoyens intéressés par la société dans laquelle ils vivent, par l'avenir des territoires et de la planète, et interloqués par les dysfonctionnements qu'ils perçoivent ou supputent, stimulant d'autant plus en eux un besoin légitime de savoir, de comprendre, d'agir, bref d'engager une véritable démarche de géographe, à la fois scientifique et citoyenne, appliquée et impliquée. Ces nouveaux géographes sont les embryons du renouveau possible de la Géographie mais ils ne le savent pas encore et par conséquent ne s'en revendiquent pas ou s'étonnent de le découvrir. Leur Géographie émerge pourtant de leur œuvre collective comme en atteste ce présent ouvrage, quand bien même, individuellement, leur contribution reflète leur formation initiale de géologue, de juriste ou leur situation de citoyen éclairé. Collectivement toutefois, ils font bien œuvre de géographe car leur approche est :

- **Systémique** : elle aborde les questions dans la globalité de leurs dimensions physique et humaine, sociétale et environnementale, politique et technique, financière et juridique, etc.
- **Multiscalaire** : lorsqu'elle part de l'échelon local ou régional, celui de l'espace vécu, elle n'oublie pas d'interroger les relations de celui-ci avec les logiques (espace voulu) déployées aux échelons

supérieurs : national, européen ou planétaire, ni de s'enquérir de la perception en retour (espace perçu) des systèmes spatiaux produits.

- **Rétrospective et prospective** : elle prend appui sur le déroulement d'événements qui ont conduit à la production d'une situation présente, puis engage une réflexion sur les avenir possibles, souhaitables mais également sur les risques à venir et les moyens qui permettraient de les minimiser ou de les éviter.
- **Descriptive, analytique, modélisatrice** : elle part de la description factuelle, méthodique et la plus exhaustive possible d'un espace ou d'un territoire, pour tenter d'en extraire des logiques sous-jacentes, voire des lois.
- **Scientifique** : une problématique, des hypothèses, une méthodologie sont définies, et la recherche de sources pertinentes d'informations doit permettre la construction d'un corpus documentaire sur lequel travailler.

3.2. Énoncer cette appropriation démocratique de la Géographie et en accroître le rôle sociétal fondateur

Certes ce dernier point soulève un problème révélateur des difficultés d'émergence d'une expertise citoyenne mature : l'accès aux sources, malgré les discours incantatoires relatifs à l'open data, apparaît dans le même temps de plus en plus contrôlé par les autorités qui les détiennent. Une hypothèse nous conduit à affirmer que ces dernières ne souhaitent pas qu'une analyse de ces données d'intérêt public soit effectuée, future - et c'est bien une revendication des citoyens-acteurs - inscrite dans une démarche scientifique large, associant les experts officiels de l'académie et les organismes autour des problématiques précises questionnées. Mais cette hypothèse-là est déjà en soi un élément d'une

démarche à la fois scientifique et citoyenne - dans laquelle nous nous inscrivons également -, portant sur la rencontre de deux logiques d'acteurs : celle de l'institution, au sens large, peu ou prou affiliée au système, et celle des citoyens-acteurs, fondée sur une démarche motivée par la recherche de vérité, de justice sociale et de durabilité du développement et de l'aménagement. Cette Géographie-là, émerge mais demeure fragile et menacée d'être tuée dans l'œuf avant d'avoir pu s'épanouir.

Notons enfin que cette posture à la fois scientifique et citoyenne que nous défendons, invite à retisser les liens trop souvent occultés avec ce qui constitue pourtant l'approche fondatrice du métier de chercheur et d'universitaire : la capacité à défendre une thèse (initialement la thèse de doctorat, prélude à une carrière de maître de conférences ou de chargé de recherche), c'est-à-dire à mettre consciemment et délibérément en résonance opinion et réalité objective et à développer la seule posture digne d'une science véritablement humaine. Car dès lors qu'application scientifique et implication citoyenne sont dissociées, les sciences humaines dont la Géographie fait partie, tendent à se réduire à des collections de techniques sèches que le chercheur applique, en consommant sa soumission à un système qui oriente ses travaux et leur donne toujours sens... ou les utilise pour justifier l'absurde.

Conclusion et perspectives

A l'instar d'autres mouvements qui interrogent eux aussi le bien-fondé de grands projets d'équipement du territoire, l'image que renvoie une grande partie des médias, des collectifs citoyens mobilisés autour du projet d'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse est celle, partielle et souvent partielle, d'agitateurs obtus, motivés par la défense d'intérêts

catégoriels et ne disposant d'aucune compétence ni de légitimité pour asseoir leurs revendications. Elle ne souligne que trop rarement l'intelligence collective de ces mouvements, les obstacles qui se dressent devant eux, ni surtout, leur capacité à être les germes d'une démocratie refondée.

Fort logiquement, un climat de contestation s'est développé depuis la seconde guerre mondiale en Europe, permis par l'émancipation de populations vis-à-vis des pouvoirs tutélaires traditionnels, celui de l'État en particulier. La frontière experts/ignorants s'est résorbée et les dernières lignes de cet équilibre pourraient être franchies si les collectifs citoyens disposaient, - premier chantier que nous appelons de nos vœux -, d'un accès libre à l'information et aux moyens de la produire lorsqu'elle manque. En effet, nous l'avons souligné, seul l'appareil d'État dispose de toutes les sources d'information lui permettant d'élaborer son argumentaire, et d'une capacité illimitée à les produire, à les traiter, mais également à en contrôler l'accès et à les médiatiser. Or, à l'heure du big data et des méta-analyses, ce monopole constitue un risque majeur pour la démocratie, au travers de la mise en œuvre d'un contrôle social total irréversible, confortant puis entérinant un clivage absolu entre peuples alors totalement soumis et institutions pourtant en principe chargées de les représenter, mais accaparant pour leur intérêt particulier l'usage de ces outils fabuleux.

Par ailleurs, pour les collectifs citoyens opposés à Cigéo et aux autres GPI, l'enjeu consiste aussi à sortir d'une confrontation trop exclusivement technique et locale, certes indispensable, mais à laquelle les institutions du nucléaire semblent souhaiter réduire le débat. Cette posture est nécessaire pour permettre une distanciation théorique vis-à-vis du projet Cigéo. Nécessaire aussi pour son

positionnement dans une perspective véritablement multiscalaire. Atteindre cet objectif suppose l'ouverture d'un deuxième chantier, destiné à la production d'une réflexion géopolitique et géostratégique d'envergure sur le système globalisé qui permet la production de projets tels que Cigéo.

Enfin, malgré les enjeux politiques et sociétaux actuels, le « réveil des géographes » (Hulbert, 1995), à quelques exceptions près, n'a pas eu lieu. Le suivisme du système par les « professeurs », déjà dénoncé il y a près d'un demi-siècle par Y.Lacoste demeure la règle générale, la notion de « système de Davos » pouvant simplement remplacer celle d'« idéologie nationale » (Lacoste, 1976) dans son propos. Une transition a certes bien eu lieu et se renforce à grand pas, vers plus de contrôle social et de domestication du géographe et du chercheur en sciences humaines. Or finalement, de façon spontanée, inconsciente et accélérée, les collectifs citoyens se substituent à l'institution académique dans le champ des humanités et de la Géographie comme porteurs d'une véritable démarche d'in-

tellectuel, d'intérêt sociétal majeur sur les plans scientifique, politique et moral au travers d'une forme d'« animation sociale » (Alinski, 1971) plus représentative des aspirations des populations. La période actuelle est charnière. Un débat épistémologique sur le rôle des sciences sociales, et de la Géographie en particulier doit également être ouvert. Ce troisième chantier doit poser la question de l'alternative à laquelle les sciences sociales sont confrontées, à savoir rompre leur collaboration avec le système et se rapprocher, dans leur pratique, de citoyens qui ne seront plus seulement objets d'étude mais acteurs de la recherche, ou poursuivre leur transformation en objet d'ingénierie inféodé à un système injuste et déprédateur.

Que ces trois chantiers soient ouverts, instrumentalisés ou écartés, le territoire de Cigéo constituera dans tous les cas un marqueur particulièrement démonstratif de la capacité de notre démocratie à effectuer sa nécessaire métamorphose ou à se transformer en totalitarisme d'un nouveau genre.

Article achevé de rédiger en décembre 2016

La filière nucléaire française est confrontée au devenir des déchets radioactifs qu'elle produit. Leur enfouissement à Bure (55) est la solution envisagée par un État, sourd aux interrogations d'une partie croissante de la population. Une douzaine de citoyen-ne-s qualifiés dans le champ des Sciences sociales, des Sciences de la vie et de la terre et du Droit s'expriment ici. Leur parole se construit autour de constats et d'hypothèses adressés à l'État nucléaire, élément d'un système global que nous nommons Système de Davos. Ce livre constitue l'espace de rencontre inédit de deux logiques ordinairement distinctes : celle de l'universitaire et celle de citoyens, non pas considérés ici comme objets d'étude et ignorants, mais comme sachants et dépositaires de la légitimité ultime de décider ce qui doit se faire ou non en termes d'aménagement. Notre réflexion interroge aussi le rôle que devraient jouer les universitaires, de plus en plus contraints par la logique totalisante du Système de Davos ; Elle est motivée par notre souci d'une science en conscience et par le rôle fondamental que l'Université doit revendiquer et consolider, spécialement dans le champ des Humanités, celui de former des citoyen-e-s capables d'analyser et de comprendre les dynamiques géopolitiques à l'œuvre et de peser le cas échéant sur elles et sur le cadre décisionnel qui les a formulées. Car le clivage entre citoyen-ne-s et expert-e-s gagne à être entretenu par un système qui tire profit d'une telle instrumentalisation pour perpétuer son emprise et sa survie. Car au-delà de la question du devenir des déchets nucléaires, la question posée par Cigéo est celle de la capacité de nos prétendues démocraties à le devenir réellement, ou à achever leur métamorphose en totalitarisme d'un genre nouveau, insidieux, global, incoercible.

Pierre Ginet est géographe, Professeur à l'Université de Lorraine. Issu de la première formation française en Environnement & Aménagement (ENVAR), il a été directeur de l'équipe de recherche GEOPOL, administrateur d'un master d'aménagement et président de la commission nationale de Géographie appliquée. Ses travaux traitent des jeux de pouvoir dans l'Aménagement. Il est le coordinateur scientifique du présent ouvrage.

ISBN : 978-2-343-11881-9

22 €

